

SUPPRESSION DE LA TAXE AUTOMOBILE

Pression sur les députés

De nombreux députés ont introduit des amendements dans le projet de loi de finances 2009 dans le but de supprimer ou de modifier la taxe sur les véhicules neufs. Des initiatives que tentent de bloquer certains membres du gouvernement.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La taxe sur les véhicules neufs risque de faire encore parler d'elle ces prochains jours à l'occasion de l'adoption du projet de loi de finances et du budget de l'année 2009.

Lors des débats autour de ce texte, de nombreux députés avaient vivement contesté cette très impopulaire disposition fiscale. Certains ont toutefois décidé de passer à l'action pour l'annuler. «Sur les 92 amendements déposés

par les députés au niveau des services de l'Assemblée, un nombre important est consacré à la taxe sur les véhicules neufs. Les propositions d'amendements prévoient diverses mesures.

Certaines exigent la suppression pure et simple de cette taxe tandis que d'autres proposent de la modifier en mettant en place un système de paliers», a indiqué, hier, un membre de la commission permanente des finances de l'Assemblée

populaire nationale. Cet député, qui a requis l'anonymat, a toutefois précisé que des «pressions» ont été exercées par «certains ministres» sur les députés afin qu'ils n'introduisent pas d'amendements.

«Ces pressions ont ciblé essentiellement les élus du Front de libération nationale et les indépendants.

Dans un premier temps, l'objectif était de limiter au maximum le nombre de propositions des groupes parlementaires les plus influents de l'Assemblée et de ne laisser que ceux du Parti des travailleurs et des formations minoritaires.

Ces derniers n'ayant aucune chance de passer

lors de la procédure d'adoption de la loi», indique notre interlocuteur. Selon lui, cette stratégie n'a donné aucun résultat. «Actuellement, le gouvernement tente de faire rejeter les amendements retenus en faisant intervenir le Bureau de l'APN.

Ce dernier ne peut se prononcer sur le fond de la proposition mais il dispose d'un droit de regard sur la forme. C'est à ce niveau-là que le gouvernement tente d'agir.»

Samedi soir, dans son intervention, le ministre chargé des Relations avec le Parlement avait émis des réserves sur la possibilité d'annuler ou de modifier cette taxe à travers la loi de finances

2009. La réponse du président de l'APN ne s'est pas fait attendre. Abdelaziz Ziari a affirmé clairement que la question des amendements est du ressort exclusif du pouvoir législatif.

Reste à savoir aujourd'hui quelle sera la position des principales formations politiques à propos de ce dossier.

Celle du FLN — première force politique au sein de l'APN — sera, bien évidemment, déterminante.

Ce parti prévoit d'arrêter une décision finale le 22 octobre, soit la veille du vote de la loi de finances.

T. H.

SES ÉLUS SONT MONTÉS AU CRÉNEAU À L'APN

Le RCD, seule force d'opposition

Les débats sur la loi de finances et du budget pour l'année 2009 ont été marqués par la montée au créneau du groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). La formation de Saïd Sadi confirme qu'elle reste la seule et unique force d'opposition dans une Assemblée totalement acquise au pouvoir.

Lors des quatre journées de débat sur la loi de finances 2009, les interventions des députés RCD se sont avérées être les seules voix discordantes aux «orientations» du pouvoir en place.

Contrairement aux propos lénifiants et ronflants de la grande majorité des intervenants, les élus de ce parti se sont attaqués de face à des sujets sensibles : projet de révision de la Constitution, politique de réconciliation nationale, contrôle des deniers publics, répercussion de la crise financière mondiale sur l'économie nationale... Une offensive en règle menée par 12 des 19 membres du groupe parlementaire du RCD. Samedi, dernière journée des débats, a été marqué par les interventions de Noureddine Aït Hamouda et de Saïd Sadi. Des

interventions qui ont obligé les représentants de l'Alliance présidentielle à réagir. La première réponse est à mettre sur le compte du Rassemblement national démocratique (RND).

Seddik Chiheb, député de ce parti, a conseillé «à son frère Noureddine Aït Hamouda» de ne pas faire le jeu du «colonialisme positif».

Tout en se montrant ferme, Chiheb exprimera ses reproches sur un ton courtois. Visiblement dépassé par les événements, le groupe parlementaire du Front de libération nationale (FLN) a opté pour une tout autre tactique.

Ce n'est pas un parlementaire qui a été chargé de répondre publiquement aux élus du RCD, mais un des membres du gouvernement : Mahmoud Khoudri. Intervenant samedi soir dans le

cadre des réponses de l'exécutif, le ministre chargé des Relations avec le Parlement s'est lancé dans une véritable plaidoirie dans le but de «laver l'affront» des élus RCD.

Mahmoud Khoudri profitera, bien sûr, de la diffusion en direct de la plénière à la télévision. Usant d'un ton paternaliste et agissant en donneur de leçons, Khoudri se heurtera à la colère des élus du RCD.

Ces derniers exigeront que le ministre consacre son intervention aux seules activités de son département. Mais l'intervention du président de l'APN ne fera qu'envenimer la situation lorsqu'il intimera l'ordre de se taire au député Mohsen Bellabès.

«Le président de l'Assemblée, prompt à interpellier les députés du RCD, a menacé un député dans l'exercice de ses fonctions, alors qu'il n'a pas osé interpellier le ministre chargé des Relations avec le Parlement pendant qu'il déblatèrait sur un sujet qui n'avait rien à voir avec la mission qui lui a

été confiée», dira Saïd Sadi à la presse, quelques minutes après le clash qui a opposé ses députés à ceux du FLN.

Dans un communiqué de presse rendu public hier, le RCD a dénoncé «les dérives parlementaires d'une extrême gravité».

«Censé donner le bilan de son département, M. Khoudri se découvre une âme de maquisard de la 25^e heure et s'adonne à des surenchères nationalistes propres aux individus soucieux de faire oublier un passé trouble.

Sans donner la moindre raison, lui qui avait soutenu le contrat de Rome, il insulte le groupe parlementaire du RCD en tentant de jeter le doute sur le patriotisme de ses députés», souligne cette formation.

Dans ce communiqué, le Rassemblement pour la culture et la démocratie appelle également à s'élever «contre toute forme d'arbitraire, notamment lorsqu'il porte atteinte à la dignité des institutions de la République».

T. H.

PEINE DE MORT EN ALGÉRIE

Rezzag Bara relance le débat

Kamel Rezzag Bara, conseiller à la présidence de la République et ancien président de l'Observatoire national des droits de l'homme, a plaidé, hier, lors de la journée d'étude sur les personnes privées de liberté, organisée par la CNPPDH à l'hôtel Al-Djazaïr, la commutation des peines des condamnés à mort en peines privatives de liberté.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Qu'il ait averti qu'il prendrait la parole en tant que militant des droits de l'homme, Rezzag Bara, qui officia en tant qu'intervenant dans les débats, ne pouvait, en formulant sa proposition, que nécessairement dévoiler une perspective.

Ses fonctions, actuelle et passée, placent inévitablement sa proposition à la lisière de la chose annoncée, même si, sollicité en aparté, il affirme solennel que son propos ne veut pas être une antici-

pation d'une décision que l'Etat allait prendre. «En tant que militant des droits de l'homme, je propose à ce que la peine capitale déjà prononcée à l'encontre des détenus soit commuée en peine privative de liberté, ceci puisque, depuis 1993, l'Etat a gelé les excrétions.»

Rezzag Bara devait, ce disant, préciser qu'il n'évoque pas l'abrogation de la condamnation à mort, estimant que «ceci est un autre débat». Mais combien sont-ils les détenus condamnés à mort à survivre dans les quartiers qui leur

sont réservés dans les différentes prisons ? Le directeur général des établissements pénitentiaires, Mokhtar Felioune, était dans l'incapacité de fournir hier leur nombre exact mais estima que cette population carcérale n'était pas très importante, environ une centaine.

Rezzag Bara, dans le prolongement de sa proposition à commuer les peines de condamnation à mort, plaida logiquement la suppression des quartiers des condamnés à mort. La journée d'étude, qui clôt une série d'activités intégrant les préparatifs de la commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre, a recueilli également d'autres propositions allant dans le sens d'améliorer les conditions d'incarcération et les possibi-

lités d'insertion sociale, une fois les peines purgées. Du témoignage d'un ex-détenu qui a trimé pour trouver un emploi mais qui s'était vu refuser l'embauche dès qu'il fournit son casier judiciaire où étaient transcrits ses antécédents judiciaires, jaillit une proposition : que les antécédents judiciaires ne soient pas repris dans le casier judiciaire.

Il s'en trouva un intervenant, conseiller au ministère des Affaires religieuses, qui l'améliora : délivrance d'un casier judiciaire spécial emploi où ne seront pas mentionnés les antécédents judiciaires. Mais en attendant que le département de Belaïz réfléchisse et décide des suites à donner à ces propositions, le problème crucial reste la surpopulation carcéra-

le, de l'aveu même de Mokhtar Felioune. Ce dernier annonça que le problème connaîtra une solution dès que seront ouvertes les 18 prisons en construction. Ce sera, selon lui, à la fin 2009. Il s'agira de 19 000 nouveaux lits, ce qui, expliqua-t-il, vaudra à chaque détenu de disposer de 9m² carrés, des cellules individuelles.

Felioune annonça aussi qu'une loi portant sur la possibilité d'affectation des détenus à des travaux d'utilité publique est en préparation. M^e Farouk Ksentini, président de la CNPPDH, révéla, lui, en marge des débats, que l'ONU a refusé d'envoyer des missions d'inspection dans nos prisons du fait de ses appréhensions sécuritaires.

S. A. I.

ANNABA

Une année
de prison ferme
requis
à l'encontre
d'un journaliste

Hier dimanche, le tribunal correctionnel d'Annaba avait à statuer sur l'affaire portant divulgation du secret d'une instruction judiciaire et diffamation citant au titre d'accusés notre confrère Noureddine Boukraâ anciennement journaliste au quotidien arabophone Ennahar et Samir Mohamed Benmahammad ex-directeur des renseignements généraux de la Sûreté de la wilaya d'Annaba.

Ce dernier qui continue toujours à clamer son innocence dans une affaire de faux et usage de faux pour laquelle il avait été condamné à 3 ans de prison ferme en novembre 2007, est accusé d'être à l'origine de la fuite de documents classés confidentiels. Exception faite d'un brigadier de police et d'un opérateur économique estimant avoir été victimes de diffamation dans l'article de presse litigieux, il n'y avait pas d'autre partie civile.

Dans cet article, s'appuyant sur des documents en sa possession, notre confrère avait révélé que le brigadier utilisait les moyens de son employeur pour le transport de fonds de l'opérateur privé nommément cité dans l'article. Traitée par le tribunal correctionnel, l'affaire avait fait grand bruit de par l'implication d'une institution de la République.

Une année de prison ferme à l'encontre de chacun des deux accusés est la peine requise par le représentant du ministère public. Les avocats de la défense ont, quant à eux, plaidé l'innocence et l'acquittement de leurs clients. L'affaire a été mise en délibéré pour un verdict prévu pour le 26 octobre 2008.

A. Djabali